

de ce pays, et qui croit acheter les votes des femmes pour une livre de thé, mieux ce sera pour notre pays. La chute d'un Gouvernement qui par un geste d'une faiblesse pénible tente d'exclure du Canada des importations américaines pour 25 ou 30 millions de dollars et ne fait rien pour endiguer le flot des autres importations valant 900 millions, sera tout à l'avantage de nos travailleurs canadiens. L'Ouest gagnera à reconnaître enfin que ce Gouvernement qu'il a maintenu au pouvoir n'a fait que le trahir, le vendre et s'en servir pour s'accrocher au pouvoir. Ce qu'il faut au Canada, monsieur l'Orateur, ce n'est pas un programme fait d'un assemblage bizarre sans coordination, ce qu'est le budget déposé, mais une politique logique, courageuse, d'inspiration franchement canadienne qui vaudra à la moitié septentrionale de ce continent une nation canadienne non seulement prospère et progressiste mais digne de l'empire britannique.

M. E.-C. ST-PERE (Hochelega) (texte): Monsieur le président, M. Solomon Buckley Harris, journaliste au *Springfield Republican*, observe dans ses mémoires que "l'art de la politique est d'obtenir des résultats". L'histoire de notre pays nous permet de constater que, malgré les changements successifs de notre psychologie politique, nous sommes arrivés à des résultats positifs. Suivant le cours du temps, nos gouvernants comprennent qu'il leur faut recourir au modernisme politique, adopter un modus operandi nouveau à des besoins contemporains, et ce dans le but d'administrer le pays pour le plus grand bien-être du plus grand nombre.

Un affront politique jetai jadis les peuples dans des conflits désastreux. Deux plénipotentiaires jetés à bas d'une fenêtre provoquèrent la guerre de Trente ans, et l'Angleterre dégaina contre l'Espagne parce qu'il prit caprice à certains Ibériens de couper les oreilles à un capitaine au long cours. Les choses ont changé depuis lors. Les pays sont aujourd'hui plus sensibles aux attaques faites à leur commerce étranger qu'à ces offenses créatrices des grands conflits d'autrefois. Pour être plus contemporains, constatons qu'une des causes de la Grande Guerre fut la promulgation d'un tarif sur les pores. Et que voyons-nous présentement, si ce n'est les républiques sud-américaines et l'Europe se liguant dans une protestation unanime contre le nouveau tarif des Etats-Unis?

Inutile, monsieur le président, de supposer pour un instant le retrait du Canada du monde économique. Oiseaux serait de prétendre que nous pourrions échapper aux changements survenus partout. Vaine prétention, que notre pays pourrait prospérer sans ap-

porter à nos procédés économiques ces modifications imposées par un chambardement presque général des affaires internationales.

Par sa résolution du 24 septembre 1925, l'Assemblée de la Société des nations affirmait sa conviction "que la paix économique contribuera grandement à assurer la sécurité des peuples". Le désir de tout bon Canadien est que cette paix nous arrive le plus tôt possible pour la bonne santé du monde économique et la condition de l'épanouissement même de la civilisation. Toute politique étroitement nationaliste est nuisible, non seulement aux peuples qui la pratiquent, mais encore à l'ensemble des autres. La conférence économique a constaté, de plus, que l'expérience des années d'après-guerre prouve que les prohibitions d'importation et d'exportation, les régimes arbitraires et les discriminations déguisées qui en résultent, les modifications brusques aux droits de douane, les tarifs très élevés appliqués dans beaucoup de pays ont des effets funestes pour la production et le commerce.

Les Etats-Unis passent actuellement par une crise de majoration de leurs droits douaniers. Certains pays se sont inquiétés de ce recours à "l'autarchie" pour assurer l'indépendance économique des Etats-Unis. C'est de la république Argentine, le pays des doctrines Garvo et Calvo, que viennent les menaces les plus sérieuses de représailles tarifaires et de boycottage des produits des Etats-Unis. Le *New York World* publiait ce qui suit, en date du 24 février 1929:

Attitude hostile envers un voisin

A première vue, la plupart des protectionnistes américains se préoccupèrent peu que l'Argentine soit gravement troublée et offensée de la menace d'un relèvement de nos droits douaniers. Le journal *La Razon* fait interviewer les citoyens en vue; un grand nombre préconisent des mesures de représailles; La Société rurale représentant quatre milles propriétaires de fermes d'élevage demande qu'on boycotte les marchandises américaines; et la majorité de la Fédération agraire, formée de petits agriculteurs, est en faveur d'un relèvement des droits sur notre outillage agricole, sur nos automobiles et sur nos accessoires domestiques. Mais, qu'est-ce que cela peut faire? L'Argentine est fort éloignée, un pays peu peuplé et imparfaitement exploité, n'est-ce pas? N'est-il pas vrai que sa population n'atteint pas encore onze millions? C'est bien bel et bon de parler du grand débouché qu'elle nous offre ainsi que le Canada, un autre pays que nos projets de politique douanière bouleversent tant que les conservateurs songent à lancer une campagne en vue de relever le tarif douanier. Mais les 120 millions d'Américains ne peuvent-ils pas arrêter leur politique économique sans se donner la peine de prendre l'avis de ces nations de peu d'importance?

Cet article démontre, sans plus de commentaires, que le tarif à haute dose ne reçoit pas